

## Le nombre des enfants palestiniens dans les prisons israéliennes a doublé

### Description

Charlotte Silver - The Electronic Intifada - 8 décembre 2015

[181115\\_mut\\_00\\_13](#)

Des enfants palestiniens passant devant les forces israéliennes à un check-point de Jérusalem, en novembre.

(Mahfouz Abu Turk/APA Images)

Marah Bakir, 16 ans, sortait de son école, dans le quartier de Sheikh Jarrah dans Jérusalem-Est occupée, quand elle fut prise pour cible par la police israélienne et blessée. Les policiers prétendent qu'elle avait l'intention de poignarder un officier.

Cependant, le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) rapporte que Marah était en train de se promener avec une amie, quand elles ont été harcelées par un Israélien qui l'accusa d'être une « terroriste ». Des témoins affirment que la police l'a aussitôt entourée et ouvert le feu, à quatre ou cinq reprises.

Marah est maintenant l'une des trois adolescentes palestiniennes détenues dans la prison de Ramle, avec d'autres femmes déclarées coupables de délits.

### Des cellules répressives

Le groupe palestinien pour la défense des prisonniers palestiniens, Addameer, affirme que le maintien de ces jeunes filles dans cette prison équivaut à une torture psychologique, car elles sont isolées des autres prisonnières politiques palestiniennes, détenues dans la prison de Hasharon.

Les jeunes filles vivent dans une peur constante et évitent de dormir, dit le groupe. Toutes les trois sont détenues dans une cellule répressive, avec deux lits superposés, une couverture et un matelas.

Les gardiens du service pénitentiaire israélien ont confisqué leurs vêtements chauds et leurs foulards, et ils les laissent enchaînées durant leur moment de détente, affirme Addameer, dont les avocats leur ont rendu visite.

Addameer rapporte que ni Marah ni Istabraq Nour, 14 ans, dans la même cellule, n'ont reçu le suivi médical indispensable à leurs blessures par balles.

Istabraq a été victime de tirs le mois dernier, et elle est détenue depuis. Israël a prétendu qu'elle avait l'intention de s'infiltrer, avec un couteau, dans le fief extraterritorial israélien d'Yitzhar, une colonie en Cisjordanie occupée.

## Un nombre d'arrestations qui monte en flèche

Les mineurs représentent environ un cinquième des 2000 Palestiniens qu'Israël détient depuis l'escalade de la violence, début octobre. Les enfants palestiniens de Jérusalem-Est occupée en constituent une grande partie.

Avec la brusque montée des arrestations, le nombre d'enfants palestiniens en détention israélienne a doublé, montant à 307 à la fin octobre, contre 155 fin août.

Alors que les enfants qui vivent sous le régime militaire israélien dans la plus grande partie de la Cisjordanie occupée sont depuis longtemps privés de leurs droits fondamentaux, ceux de Jérusalem-Est sont, officiellement, soumis aux mêmes lois et système judiciaire civils que les citoyens israéliens, et ont accès au système de l'assurance nationale d'Israël.

Mais les groupes des droits de l'homme ont fait connaître une détérioration tant dans leur traitement que dans les conditions de la détention israélienne.

Pour pouvoir contenir le grand nombre d'enfants qu'il arrête, Israël a ouvert une aile supplémentaire pour les mineurs palestiniens, à la prison de Givon en octobre.

Selon Rafat Sub Laban, d'Addameer, il y a peu près 75 enfants à Givon, venant pour la plupart de Jérusalem.

L'établissement dispose d'un maximum de 12 cellules, chacune ayant six lits, ce qui veut dire que même Givon se trouve à pleine capacité.

Comme *The Electronic Intifada* le rapportait le mois dernier, les conditions dans cette prison sont épouvantables.

Les avocats des groupes des droits de l'homme, notamment le Comité public contre la torture en Israël (PCATI), Addameer, et Défense internationale des enfants à Palestine (DCI-Palestine), ont tous recueilli des témoignages d'enfants qui déclarent avoir été battus, privés de nourriture convenable et détenus dans des cellules moisies et glacées.

Les enfants ont dit à l'avocat d'Addameer, lors de l'une de ses visites le 3 décembre, qu'ils souffrent de cauchemars, de troubles de sommeil et qu'ils sont soumis à des coups, des menaces et des privations de sommeil.

Comme dans les cas de Marah Bakir et Istabraq Nour, certains enfants à Givon ne reçoivent aucun des soins qui leur sont nécessaires.

---

Sub Laban, dâ??Addameer, a dÃ©clarÃ© Ã The *Electronic Intifada*, que normalement, il y a un adulte palestinien affectÃ© Ã chaque prison pour enfants palestiniens, afin de servir dâ??agent de liaison avec les autoritÃ©s pÃ©nitentiaires. Mais il nâ??en existe pas Ã Givon.

## Les parents interdits de visite

Le plus jeune des Palestiniens soupÃ§onnÃ©s par IsraÃ«l dâ??Ãatre impliquÃ©s dans une attaque au couteau est un enfant de 12 ans, Ali Alqam.

Alli et son cousin de 14 ans, Muawiya, sont accusÃ©s dâ??avoir poignardÃ©, et lâ??agressivement blessÃ©, un garde de la sÃ©curitÃ© dans une station du tramway, prÃ©s de Beit Hanina, dans JÃ©rusalem-Est occupÃ©e, le 10 novembre.

Ali a reÃ§u trois balles, dans lâ??abdomen, dans le bassin et dans la main droite.

### 151110-ali-alqam

Des ambulanciers et soldats israÃ©liens Ã©vacuent Ali Alqam, 12 ans, qui a Ã©tÃ© blessÃ© aprÃ©s quâ??il aurait donnÃ© un coup de couteau Ã un garde sÃ©curitÃ© Ã une station du tramway dans la colonie Pisgat Zeev, JÃ©rusalem-Est occupÃ©e, le 10 novembre. Son cousin, Muawiya, 14 ans, a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© au cours du mÃªme incident.  
(Oren Ziv/ActiveStills)

Un avocat de DCI-Palestine a visitÃ© Ali le 15 novembre, alors quâ??il se trouvait encore Ã lâ??hÃ´pital Hadassah Ã JÃ©rusalem.

Un porte-parole du groupe a dÃ©clarÃ© Ã The *Electronic Intifada* que la police avait interdit Ã leur avocat de poser des questions Ã propos de lâ??interrogatoire dâ??Ali. La famille dâ??Ali a de son cÃ´tÃ© Ã©galement dit que la police lâ??avait empÃªchÃ© de visiter leur fils Ã lâ??hÃ´pital.

Selon Rafat Sub Laban, dâ??Addameer, Muawiya est dÃ©tenu Ã Givon et Ali dans un centre de rÃ©habilitation, et les deux sont dans lâ??attente de leur procÃ©s.

## Le ciblage des enfants

MÃªme avant lâ??escalade rÃ©cente, la violence israÃ©lienne contre les mineurs palestiniens en dÃ©tention sâ??Ã©tait aggravÃ©e.

Entre janvier et juin 2015, 86 % des enfants palestiniens ont fait part dâ??une certaine forme de violence physique aprÃ©s leur arrestation, selon les donnÃ©es recueillies par DCI-Palestine Ã une

---

augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente.

Depuis l'intensification par Israël de la répression contre les Palestiniens, engagée il y a plus de deux mois, les violations des droits des enfants palestiniens dans le système judiciaire civil d'Israël se sont multipliées.

En novembre, le parlement israélien a approuvé toute une série de mesures draconiennes.

La Knesset a donné son approbation préalable à un projet de loi permettant d'emprisonner les enfants jusqu'à 12 ans, quand ils sont accusés de terrorisme. La loi concernera tant les citoyens palestiniens d'Israël que les Palestiniens de Jérusalem-Est occupée.

Actuellement, la législation israélienne ne permet pas d'emprisonner des enfants en-dessous de 14 ans.

Plus tard dans ce mois, la Knesset a voté une loi autorisant des peines de 4 à 10 années de prisons pour les lanceurs de pierres sur des véhicules en mouvement.

Les législateurs israéliens ont également amendé la loi sur l'Assurance nationale de sorte que les prestations soient retirées aux enfants convaincus de délits à « motifs nationalistes » ou d'« activités terroristes ».

Ils ont aussi augmenté les amendes que les tribunaux peuvent infliger à leurs familles jusqu'à plus de 2500 dollars (environ 2300 €).

Même si les lois ne spécifient pas que ce sont les Palestiniens qui sont ciblés, les organisations des droits de l'homme s'attendent à ce que ce soit ainsi qu'elles seront appliquées.

« Les changements politiques récents concernant ces délits ont été appliqués presque exclusivement à la population palestinienne » dans Jérusalem-Est occupée, déclarent Addameer et DCI-Palestine dans un communiqué commun.

## Les exécutions extrajudiciaires

Les enfants palestiniens n'ont pas davantage échappé à la politique d'Israël des exécutions extrajudiciaires.

Sur plus de 100 Palestiniens assassinés en octobre et novembre, 23 sont des enfants, selon l'OCHA, organisme d'observation de l'ONU.

La majorité a été tuée durant des tentatives prétendues d'attaques au couteau, mais dans un certain nombre de cas, des témoins et des vidéos indiquent que les jeunes ont été tués alors qu'ils ne représentaient aucune menace immédiate.

Les organisations des droits de l'homme et les observateurs internationaux ont condamné la pratique coutumière d'Israël pour les exécutions extrajudiciaires.

Dans certaines situations, comme dans les meurtres en des incidents séparés de Mutaz Uweizat et Ahmad Abu al-Rab, tous deux âgés de 16 ans, Israël a refusé les demandes des familles et des organisations des droits de l'homme pour des autopsies et des enquêtes indépendantes.

Israël détient toujours les corps de dizaines de Palestiniens tués dans de tels incidents, ce qui rend encore plus difficile de déterminer, de façon indépendante, ce qu'il s'est passé.

Tant qu'Israël n'aura pas à affronter un minimum de la responsabilité internationale qu'exigent les défenseurs des droits humains, les enfants continueront de subir tout le poids de l'escalade de la violence, une violence qu'il utilise pour maintenir son occupation.

**Charlotte Silver** est une journaliste indépendante et écrivain régulière pour *The Electronic Intifada*. Elle est basée à Oakland, Californie, et elle écrit depuis la Palestine depuis 2010. Pour la suivre sur Twitter : [@CharESilver](https://twitter.com/CharESilver)

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

**date créée**  
2015/12/11